

LE RWANDA ET LA FRANCE : LA DÉMOCRATIE OU LES ETHNIES ?

L'histoire bégaie en Afrique orientale. Les massacres systématiques de Tutsi qui touchent depuis mars 1992 plusieurs régions du Rwanda font écho au « travail » (*akazi*, terme en honneur chez les tueurs) qui avait déjà endeuillé ce pays il y a trente ans. La réponse « ethnique » aux maux sociaux, défi majeur de la démocratisation en Afrique, touche en fait quinze millions de Rwandais et de Burundais avec la gravité d'un véritable racisme interne.

De l'ethno-graphie à l'ethnicité politique

Le clivage Hutu-Tutsi qui déchire ces deux pays est apparemment un archaïsme social et une énigme historique. Mais les contrastes souvent évoqués n'ont pas le caractère stéréotypé qu'on leur prête et n'ont laissé de traces ni dans la langue, ni dans les traditions. Le paradoxe n'est pas l'existence pluriséculaire d'un ancien « peuple-nation », pour reprendre l'expression d'un historien rwandais, mais la virulence des divisions internes qui ont éclaté dans ce pays (puis au Burundi) à l'aube des indépendances. La hiérarchie opposant les Hutu (plus de 80 % de la population) aux Tutsi (15 à 20 %) a inspiré une raciologie gobinienne (« Bantous ordinaires » contre « nobles Hamites ») qui a été l'idéologie officielle de « l'administration indirecte » belge, avant d'inspirer les politiques de la période postcoloniale.

La « révolution sociale » qui renversa la monarchie tutsi au Rwanda en 1959-1961 pouvait signifier la fin de ces discriminations rétrogrades. Mais, loin de l'abolir, la République

rwandaise a officialisé le clivage ethnique sur les papiers d'identité en maintenant son discours fondateur sur « le pays des Bahutu » où les Tutsi ne seraient que des immigrants tolérés. En contrepoint, au Burundi, dont l'histoire sociale était pourtant sensiblement différente, une véritable infiltration tribaliste a polarisé la classe politique depuis 1965 et débouché en 1970 sur la mise en place d'une gestion sécuritaire tutsi, marquée par le « grand fléau » (*ikiza*) des massacres de 1972. Deux intolérances régnaient à Kigali et à Bujumbura¹.

Trente ans de drames ont engendré une véritable phobie du massacre et fait de la peur, spontanée ou manipulée, un acteur essentiel de la vie politique. Par exemple au Burundi les violences qui ont éclaté en août 1988 et en novembre 1991 au Nord-Est et au Nord-Ouest du pays avaient été précédées par des rumeurs annonçant un nouveau 1972 et invitant les Hutu à « devancer les Tutsi » : véritables « prédictions créatrices² ». On observe la même propagande au Rwanda lors des tueries de mars 1992 au Bugesera (Sud-Est du pays) : Radio-Kigali diffusa une prétendue information sur des assassinats politiques préparés par les Tutsi, pour justifier « la colère des Hutu ». Nous ne sommes pas en présence de deux « communautés », comme on l'écrit encore trop souvent³ qui pourraient négocier un fédéralisme, mais d'identités de crises

1. J.-P. Chrétien, « Hutu et Tutsi au Rwanda et au Burundi », in J.-L. Amselle et E. M'Bokolo (sous la dir.), *Au cœur de l'ethnie*, La Découverte, 1985, p. 129-165 ; « Les fratricides légitimés », *Esprit*, décembre 1976, p. 822-834 ; « L'alibi ethnique dans les politiques africaines », *Esprit*, juillet-août 1981, p. 109-115 ; « La crise politique rwandaise », *Genève-Afrique*, 1992, XXX, 2, p. 121-140.

2. J.-P. Chrétien, A. Guichaoua, G. Le Jeune, « La crise d'août 1988 au Burundi », *Cahiers du CRA*, n° 6, Afera-Karthala, 1989.

3. Y compris Amnesty international dans ses rapports sur la région.

soudées et ciblées par la course au pouvoir et où des populations entières se trouvent piégées.

L'emploi des mots « démocratie » au Rwanda et « unité nationale » au Burundi a caché jusqu'aux années 1980 un même tabou. Mais l'idéalisation du « modèle » rwandais à l'étranger a joué un rôle particulièrement pervers : « l'équilibre ethnique » avec ses quotas limitant à 9 % l'accès des Tutsi aux emplois et aux écoles a entretenu une sorte de minorité héréditaire et l'assimilation entre « masse populaire » (*rubanda nyamwinshi*) et « paysannerie bantoue », c'est-à-dire entre loi de la majorité et autochtonie, a fondé la bonne conscience d'un véritable intégrisme ethnique. Une bio-sociologie d'apartheid s'est drapée dans les couleurs d'une démocratie chrétienne.

L'illusion d'une issue socio-économique s'est fait jour entre 1976 et 1983, à la faveur de l'effort d'investissements sans précédent suscité dans les deux pays par un boom momentané du café et par les aides internationales : de nouveaux enjeux semblaient reléguer à l'arrière-plan la querelle ethnique. C'était compter sans les calculs de nomenclaturas à base régionale et clanique qui s'étaient constituées à l'ombre des deux régimes présidentiels à parti unique, celui de Jean-Baptiste Bagaza au Burundi (1976-1987) et celui de Juvénal Habyarimana au Rwanda (depuis 1973). La crispation policière qui s'était exacerbée au Burundi lors du conflit avec l'Église (1984-1987) et au Rwanda avec l'antagonisme « régionaliste » (la mainmise d'une faction « nordiste » sur le pouvoir) avait certes frappé des contestataires de tous bords, mais le drapeau « ethnique » a recommencé à être brandi dans les allées des pouvoirs et de leurs opposants.

Les communautés de réfugiés (dans les pays voisins et en Europe) se sont organisées dans les années 1980 pour rappeler leur existence :

plus de 200 000 Burundais et plus de 500 000 Rwandais, « oubliés » par leurs patries, malgré quelques retours au Burundi à la fin des années 1970 et un droit de visite assoupli au Rwanda. Les Hutu burundais d'abord ont réussi à lier à leur cause le problème de la persécution de l'Église : le Palipehutu (Parti de libération du peuple hutu), inspiré du modèle de la révolution rwandaise, se constitua sur ce terreau, notamment en Tanzanie, au Rwanda et en Europe du nord (Belgique, Danemark, Allemagne). Au même moment les Tutsi rwandais, notamment ceux d'Ouganda, revigorés par leur participation au succès de Museveni en 1986, invoquèrent à leur tour le « droit au retour ». Ces mobilisations politiques ont débouché, au Burundi, sur le soulèvement d'août 1988 à Ntega et Marangara (au Nord-Est) et sur les « infiltrations » armées en novembre 1991 de jeunes venus des camps tanzaniens, bardés de scarifications censées les immuniser, et persuadés que leur pays n'avait pas changé depuis vingt ans, et, au Rwanda, sur la guérilla entretenue depuis octobre 1990 à la frontière nord par les *inkotanyi* (« les bagarreurs ») du Front patriotique rwandais (FPR), un maquis où affluent des jeunes gens (beaucoup d'étudiants) de la deuxième génération de l'exil.

Pluralisme politique ou intégrisme ethnique

Face à ce réveil des passions ethniques⁴, on a assisté ces derniers temps à une recherche de nouvelles voies démocratiques, qui recoupe, dans les deux pays, le clivage Tutsi-Hutu. A l'ombre d'un discours moral, censé préserver un ordre social rural, de nouvelles contradictions, nées de

4. C. Vidal, *Sociologie des passions (Côte-d'Ivoire, Rwanda)*, Karthala, 1991, 181 p.

l'essor des échanges monétaires, se sont développées entre une bourgeoisie affairiste liée aux pouvoirs et une couche moyenne dont les frustrations s'aggravent avec les restrictions et le chômage entraînés par la crise et la mise en route des plans d'ajustement structurel⁵. De nombreux responsables ont compris la gravité des problèmes économiques, démographiques et sociaux à régler. La pression foncière (les exploitations ont en moyenne moins d'un hectare), la masse des jeunes désœuvrés et sans avenir prêts à se laisser prendre à tous les mirages, la sous-industrialisation, la course à l'argent générée par le tassement des revenus, la montée de l'usage des stupéfiants, le chômage des cadres, les disettes toujours menaçantes (comme au début de 1990 au Rwanda) sont autant de facteurs qui peuvent embraser la région, si des démagogues allument les passions.

À Bujumbura comme à Kigali les choses ont bougé. Mais on observe un chassé-croisé entre ces deux pays dont le sort est difficilement dissociable, même s'il s'agit de faux jumeaux. Au Burundi, au lendemain de la crise de 1988, une politique de « partage du pouvoir » (*intwari rusangi*) a été lancée par le président Buyoya ; un Premier ministre hutu, Adrien Sibomana, est à la tête d'un gouvernement composé de membres des deux composantes « ethniques » (60 % de Hutu depuis le remaniement d'avril 1992) ; des débats à travers tout le pays ont débouché sur l'adoption successive par referendum, en février 1991, d'une « Charte de l'unité nationale » censée fonder la vie politique sur le refus de toute discrimination et, en mars 1992, d'une constitution reconnaissant le pluripartisme sur des bases non ethniques. Plus de 20 000 réfugiés sont rentrés. Des Hutu et des Tutsi se retrouvent aussi bien au sein de l'ancien parti uni-

5. André Guichaoua, *Destins paysans et politiques agraires*, I, L'Harmattan, 1989, 208 p.

6. Groupe de recherche sur les sociétés africaines, *Enjeux nationaux et dynamiques régionales dans l'Afrique des grands lacs*, université de Lille-I, 1992, 157 p.

que Uprona (dont le nouveau Président depuis le congrès de fin mai 1992, Nicolas Mayugi, est hutu) que dans les partis d'opposition. Il est devenu sommaire de parler de « pouvoir tutsi » à Bujumbura⁶.

Cette voie du compromis choisie par le pouvoir représente la négociation d'un tournant délicat entre deux extrémismes toujours prompts à marquer la provocation, celui des radicaux du « hutuisme » prônant la désobéissance civile tant que les Tutsi n'auront pas été totalement exclus du pouvoir et celui des nostalgiques de « l'ordre » des années 1970 tentés par un appel aux réflexes d'une armée où les Hutu sont encore très peu nombreux.

Au Rwanda au contraire, c'est le régime Habyarimana lui-même, malgré le label de « modération » dont il a longtemps bénéficié, qui exploite la guerre civile menée par le FPR depuis octobre 1990 pour tenter de remobiliser la population sur le thème de « l'autodéfense du peuple hutu » contre la menace des « féodaux hima-tutsi » et pour briser la montée de l'opposition qui s'exprime dans une floraison de petits journaux et de manifestations populaires. L'effet conjugué des pressions intérieures et extérieures a conduit à la reconnaissance du pluripartisme en juin 1991, à la formation d'un gouvernement de coalition présidé par un opposant, Dismas Nsengiyaremye en avril 1992 et à l'ouverture à Arusha (en Tanzanie) de laborieuses négociations avec le FPR qui ont abouti à un cessez-le-feu en juillet 1992, puis à des accords sur un gouvernement de transition démocratique en août 1992 et en janvier 1993. Mais on assiste parallèlement au déploiement d'une stratégie à la togolaise : un sabotage de processus de retour à la paix et

de démocratisation, dont le ressort est la provocation ethniste organisée.

Une série de pogromes ont été montés depuis plus de deux ans contre des simples gens pour le seul fait d'être nés Tutsi ou parce qu'ils sont, en tant qu'opposants au régime, dénoncés comme « complices » des rebelles : massacres de Kibirira (mi-octobre 1990) et du Bigogwe (janvier 1991) au Nord, du Bugesera (mars 1992) au Sud-Est, de Kibuye (août 1992) à l'Ouest, de Gisenyi (novembre-décembre 1992) de nouveau au Nord, enfin une dernière flambée simultanée dans plusieurs régions depuis fin janvier. Chaque fois des centaines de morts, des maisons incendiées et pillées, des femmes violées. Sans compter les violences diverses et les assassinats politiques contre les militants de l'opposition et les journalistes. Contrairement à ce qu'avaient annoncé dès le début du conflit actuel (en octobre 1990) certains « amis du Rwanda », ce n'est pas la masse de la population rwandaise hutu qui, par colère ou par peur, se lance à la chasse aux Tutsi. Dans chaque cas les tueries sont déclenchées par des groupes précis appartenant aux Jeunesses de l'ancien parti unique MRND (leur nom de *interahamwe*, « les attaquants solidaires » est tout un programme) ou à une Coalition de défense de la république (CDR) créée en mars 1992 sur un programme ouvertement raciste antitutsi, avec la complicité d'autorités locales (bourgmestres, gendarmes, unités militaires de plus en plus mal encadrées vu la multiplication par trois des effectifs).

L'idéologie de « purification ethnique » qui inspire ces actions a été développée clairement dans les « 10 commandements du Hutu », publiés en décembre 1990⁷ par Kangura, un périodique extrémiste proche du pou-

7. Jean-Pierre Chrétien, « Presse libre et propagande raciste au Rwanda », *Politique africaine*, juin 1991.

voir. Le réseau ultra qui en est le moteur remonte clairement à la faction présidentielle : sa « maisonnée » (*akazu*), ses fidèles de l'armée et des services spéciaux organisés à la zaïroise (les « escadrons de la mort » dénoncés récemment par une mission parlementaire flamande, pourtant *a priori* favorable au régime), sa région (la préfecture de Gisenyi au Nord, d'où toutes les violences sont parties), enfin le MRND. Le 22 novembre dernier, un des principaux dirigeants de ce parti, Léon Mugesera, dans un meeting tenu précisément en région de Gisenyi, faisait un discours incendiaire qui a prélué aux massacres des semaines suivantes : il regrettait qu'en 1959 on ait laissé partir les réfugiés au lieu de les massacrer tous et, comparant les Tutsi aux Falasha, il suggérait qu'on les jette tous à la rivière Nyabarongo pour qu'ils rejoignent l'Éthiopie, lieu de leur origine supposée. On assiste à la reproduction d'un véritable racisme : une sorte d'antihamitisme visant les Tutsi au nom du droit supérieur d'une prétendue race bantoue. Une commission internationale qui a pu visiter le pays en janvier est revenue convaincue de la responsabilité directe du pouvoir de Kigali dans ce dévoiement tragique vers un génocide. Cette situation ne fait que souligner la lucidité et le courage des partis d'opposition (Mouvement démocratique républicain, Parti libéral, etc.) qui refusent le piège de l'intégrisme ethnique et dénoncent « l'obstacle majeur à la paix » représenté par le président Habyarimana.

L'aveuglement des nouveaux « amis du Rwanda »

Toute la région des lacs, avec sa vingtaine de millions d'habitants, peut devenir demain un autre Libéria ou une nouvelle Somalie, dans une sorte d'indifférence des médias. Une religieuse italienne et un frère canadien ont pourtant été victimes des

tueries de 1992. Indifférence ou retombée persistante de trente ans de diffusion d'une image d'Épinal populiste et chrétienne occultant l'intégrisme racial ?

Pourtant la dérive actuelle menace toute la région : la propagande raciste a touché par exemple l'Est du Zaïre et le Burundi, où le journal *Kangura* a été diffusé en « version internationale » : on y apprend « qu'il n'y a aucune différence entre les Tutsi et les criminels blancs d'Afrique du sud » et que ces « conquérants Nilo-hamites » ont « un plan de domination de l'Afrique centrale » (nouveaux *Protocoles des sages de Sion* à l'africaine). Des rumeurs diffusées au Burundi prophétisaient en 1991 *Simusiga*, une « extermination fatale », terme dont l'origine rwandaise est révélatrice. La hantise de guerre généralisée est renforcée par le chaos zaïrois actuel.

La Belgique, appui traditionnel du régime rwandais a retiré ses troupes à la Toussaint de 1991 à la suite des protestations de l'opinion publique devant les abus du régime. Le réveil a été d'autant plus rude que le lobby des « amis du Rwanda » était très puissant, notamment chez les ONG flamandes : on a pu parler de « miroir brisé ».

La France en revanche s'est laissé piéger par cette situation⁸. Paris a maintenu une compagnie, un nombre mal déterminé d'instructeurs et une logistique non négligeable. Des ventes d'armes sans proportion avec les besoins de ce pays y ont été effectuées depuis deux ans : aujourd'hui des grenades et des mines sont en vente sur des marchés rwandais !

8. Fernand Bezy, *Rwanda. Bilan socio-économique d'un régime, 1962-1989*, Louvain-la-Neuve, 1990 et Jean-Claude Willame, « La panne rwandaise », *Revue nouvelle*, décembre 1990.

9. Jean-Pierre Chrétien, « Le régime de Kigali et l'intervention française au Rwanda : sortir du silence », *Bulletin du Crïdev*, Rennes, février-mars 1992.

Alors que les négociations d'Arusha débutaient, en juin 1992, notre pays, qui y tient pourtant un rôle d'observateur, acheminait de nouveaux renforts et de nouveaux moyens employés par l'armée rwandaise lors d'une offensive menée dans la région des volcans. Tout le monde a observé à Kigali que la position de l'ambassade de France est beaucoup plus proche du président rwandais que celle des autres ambassades occidentales. En janvier 1992 le chef de corps français, le lieutenant-colonel Chollet, allait devenir conseiller du président et de l'État-major rwandais, s'il n'y avait eu une protestation virulente de l'opposition démocratique. L'aide financière a plus que triplé depuis 1990.

La thèse officielle est que le parapluie français aurait évité des violences encore pires. Peut-être. Mais il est aussi question, pour reprendre des propos tenus en juillet 1991 par l'ambassadeur à Kigali, de « maintenir la paix et la stabilité dans la région¹⁰ ». La position du Rwanda peut sembler stratégique, face au Zaïre menacé d'implosion, à la frange de l'Afrique de l'Est anglophone et à la périphérie sud de virtuelles influences islamiques, venues du Soudan ou surtout de la Libye, active dans la région depuis les années 1970. Les passages successifs au Rwanda et en Ouganda en mai 1992 de l'Américain Herman Cohen et du Français Marcel Debarge semblent donner corps à cet enjeu. Des considérations de la politique au jour le jour ont pu aussi jouer : on a parlé des bonnes relations de Jean-Christophe Mitterrand et du fils du président Habyarimana.

Il faut craindre cependant que, vu la faiblesse relative de l'enjeu rwandais sur la scène internationale, des réflexes élémentaires, rodés en matière de politique africaine, aient

10. Interview à Rwanda *rushya*, n° 9, Kigali, août 1991.

joué, si l'on peut dire paresseusement. Face à un continent de plus en plus chaotique, la seule stratégie consistait à tenir des bases militaro-humanitaires permettant de circonscrire les pouvoirs en place, sans qu'il soit utile d'analyser les politiques menées par les dits pouvoirs. Sinon, comment comprendre qu'en septembre 1992 notre président ait pu exprimer ses remerciements à une lettre ouverte qu'un dirigeant bien connu à Kigali du parti CDR (J.B. Barayagwiza) lui avait adressée le 20 août précédent avec une pétition de 700 personnes remerciant la France pour son aide, au moment même où cette formation raciste déclenchait des massacres à Kibuye pour torpiller l'accord politique qui venait d'être signé à Arusha ? On imagine que, face à des situations aussi tragiques, un conservatisme prudent à la manière de celui de Montaigne confronté aux guerres de religion, puisse inspirer un chef d'État européen : encore faudrait-il ne pas se figurer que des boutefeux comme Eya-dema ou Habyarimana ont quelque vocation à être des Henri IV.

Jean-Pierre Chrétien

SAVOIR, DIRE, AGIR... SOMMES-NOUS DANS UNE IMPASSE ?

Ce texte est la réaction d'une étudiante qui s'est engagée dans la préparation de la manifestation du 23 janvier 1993 contre la politique de purification ethnique perpétrée par le régime du président Milosevic. Nous le publions à titre de témoignage [NDLR].

Si depuis quelques mois la chape de plomb du silence, qui étouffait les échos de la guerre de purification ethnique en ex-Yougoslavie, semblait avoir fondu sous les feux des projec-

teurs et aussi grâce à l'action concertée de citoyens et d'organisations, la conjoncture actuelle paraît encore plus inextricable que l'année dernière. Cela tend à la fois à légitimer ceux qui se réfugient dans le « c'est trop compliqué » et dans leur paix intérieure et à décourager ceux qui essaient d'agir simplement parce qu'ils savent.

Après les mois de silence, après les erreurs commises, après le demi-échec de la manifestation du 23 janvier 1993 se dégage, en effet, un sentiment de désespérance. Comment mobiliser ?

Le manque de répondant des médias, rencontré lors de la préparation de la manifestation, nuit à la mobilisation face à la situation en ex-Yougoslavie. Il pose un premier problème, celui de la démocratie, quel est en France le poids d'un message construit par une trentaine d'organisations et une centaine de personnalités ? Mais le manque de répondant nous pose aussi la question de notre capacité à adapter notre message aux médias en essayant de l'améliorer sans pour autant en sacrifier le sens ou verser dans les méthodes de propagande.

Ensuite, alors qu'une certaine clarté avait émergé permettant aux esprits non avertis de discerner l'essentiel du conflit en ex-Yougoslavie, l'actualité même de la guerre, qu'elle se situe en Croatie, en Bosnie ou sur le reste du territoire de l'ex-Yougoslavie, ou encore à Genève autour d'une table de négociations, est un obstacle à la compréhension et pèse en faveur de ceux qui, depuis le début, mettent en garde contre ce conflit inextricable, compliqué, bref inaccessible au citoyen lambda.

Le peu de répondant des médias est lourd à porter car il est incompréhensible et même révoltant. En règle générale l'accueil des journalistes est plutôt sympathique, mais ne cachons pas que les phrases affables deviennent offensantes quand elles se mettent à vous faire la leçon ou